



Partir un jour ?



Tout est venu d'une discussion : « Pourrais-tu écrire un article sur les avantages d'être fonctionnaire ? » La réflexion a germé, évolué, grandit pour former une idée. Le sujet a été débattu, conceptualisé, avec les nouveaux venus frais, les anciens plus désabusés, ceux qui aiment, ceux qui détestent. C'est déjà tellement plus de réflexions que ce qui a mené à la création, et à la mise en place, de GMBI.

La question est plus intéressante à être posée sous cette forme : pourquoi entrons-nous dans la fonction publique ?

Le sujet est tellement vaste, ce papier ne contiendrait pas assez de mots pour y répondre, mais il semble acquis que les motifs de « l'engagement public » ne sont plus les mêmes. Naguère, être fonctionnaire était une fierté, un statut puissant, protecteur, gage de salaire de qualité, d'utilité visible pour la société.

Désormais la méfiance règne. Le fonctionnaire

coûterait cher, l'impôt ne servirait qu'à payer le train de vie luxueux de nos élus et élites. Le bon sens est remplacé par l'individualisme, ce parent proche de l'ultra-libéralisme. Dans le même temps, le salaire moyen du fonctionnaire s'effondre, en comparaison du privé, et nos effectifs fondent aussi vite que les glaciers. Désormais, le nombre de candidats à nos concours suffirait à peine à remplir la salle de concert d'une star sur le déclin, et nos jurys scandent à tue-tête chaque année que le niveau ne cesse de baisser. Preuve en est, cette année tous les postes n'ont pas été pourvus pour le concours de contrôleur.

**LE GOUVERNEMENT S'ENGAGE POUR
LE DROIT À L'ERREUR DES PARTICULIERS
FACE À L'ADMINISTRATION.**



Cela soulève alors une autre question : pourquoi restons-nous dans la fonction publique ?

Les plus caricaturaux ânonneraient que c'est par peur du travail, les plus dépressifs que c'est parce que rien ne nous attend dans le privé, ce monde imputoyable. Peut-être est-ce le sens du service public, les acquis sociaux procurés par les luttes passées, la stabilité, le confort de l'équilibre vie privée-vie professionnelle, la part importante des relations humaines dans notre métier.

Toutes ces choses qui ne cessent de reculer chaque année, à chaque réforme, à chaque annonce tonitruante de dettes à éponger. Les fonctionnaires, fierté nationale, membres éminents d'un pacte social jaloué dans le monde entier, ces défenseurs de l'éducation, de la santé, de la sécurité, du rail, de l'énergie et de l'assurance que nos impôts soient équitablement répartis, sont devenus une charge.

Vendons, réduisons, privatisons, détruisons.

Nous avons tous vu combien la société s'est améliorée, la dette s'est résorbée, et ce hideux bossu qu'est le fonctionnaire est devenu un élément fonctionnel et mélioratif. Le NRP a élargi notre accueil à de si nombreux points de contacts pour les usagers, la réduction de nos m² et la vente de notre patrimoine a enrichi si pleinement l'état que les caisses débordent, les fonctionnaires de moins en moins nombreux ont vu leur salaire croître avec tant de force que nous ne savons plus que faire de ces millions.

Nous buvons chaque jour un calice immonde, un breuvage composé par les fameux génies de la finance. Par des gens pour qui le service public est une insulte, notre fonction considérée comme une chaise, souvent en trop.

Mais au-delà de tout ça, peut-être

restons-nous parce que nous sommes simplement des gens de convictions, des désespérés, des idéalistes, des pessimistes, des ambitieux... Parce que la vie nous a abîmé et que la maison DGFIP a été vue comme une échappatoire. Interrogeons-nous toutes et tous, soyons sincères combien sommes-nous encore à voir dans cette DGFIP moderne un avenir prometteur ? Et pourtant il y en a des idées, des envies, des volontés, des propositions, il en existe des quantités sur notre site national. Mais ceux qui sont écoutés, ceux qui décident appliquent encore et encore ce même poison, dans une position cynique de lâcheté et d'arrivisme.

Nous avons de quoi nous indigner, salaire sans cesse gelé, reconnaissance inexistante, division programmée avec la prime au mérite, suppression de la GIPA, jours de carence et bien d'autres sujets. Toutefois, nous ne sommes pas ici pour devenir des fanatiques annonceurs de la fin des temps. Rien n'est immuable, alors battons-nous, syndicalisons-nous, faisons des fiches de signalement, faisons grève : partout où l'ardeur recule, nos droits reculent.

Ce ne sont pas aux fonctionnaires de partir un jour, mais aux idées d'austérité, misérabilistes et si possible sans retour.

MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»



Pas touche au(x) 64

Quand notre premier sinistre scande avec véhémence « On ne touche pas au 64 », c'est qu'il confond notre revendication de revenir sur la retraite à 64 ans avec son beau département des Pyrénées-Atlantiques.

Faudra lui préciser à l'occasion.
Des guerres ont débuté sur des malentendus.

La CGT dit Non aux 64 ans pour la retraite.

Elle n'a absolument rien contre les copains du 64 :

- ceux du Béarn (Pau-Orthez et leur équipe de basket¹ – Sauveterre-de-Béarn et... chut, c'est un secret),
- ceux du Pays basque (Bayonne avec son jambon et l'introduction du chocolat en France² – Biarritz et le 4L Trophy³),
- ceux de tout le département qui, de près ou de loin, sont impliqués avec l'Ossau-Iraty

LA RÉFORME DES RETRAITES



¹ : Équipe qui, en 2005, est tombée en 1/4 de finale du championnat de France face à la SIG (Strasbourg Illkirch-Graffenstaden Basket) qui finira champion

² : 1615, à l'occasion du mariage d'Anne d'Autriche (fille du roi d'Espagne) avec le roi de France Louis XIII

³ : Biarritz est ville-départ du 4L Trophy dont la 28^e édition vient juste de s'achever

SOS ANONYMAT

La nouvelle interface SignalFIP qui permet de faire un signalement en ligne pour les incidents avec des usagers ou entre collègues est bien utilisée.

Les signalements sont connus quasiment en temps réel et c'est un véritable progrès pour le suivi.

Cependant, nous vous conseillons de ne pas empêcher l'accès du signalement aux représentant·e·s du personnel.

Consultation par les représentants du personnel ?

Je souhaite que cet incident soit consultable par les représentants du personnel siégeant en formations spécialisées * : ☐ Oui ☐ Non

Cela ne fait que retarder une éventuelle intervention syndicale et laisse entièrement la main à l'administration... C'est lui donner beaucoup trop de confiance.

(article « honteusement » récupéré chez nos camarades de Loire-Atlantique)

Mutations 2025

Syndiqué-e-s ou non à la CGT, n'hésitez pas à consulter le guide des mutations 2025 sur le site de la CGT Finances Publiques ou en cliquant sur le lien ci-dessous :

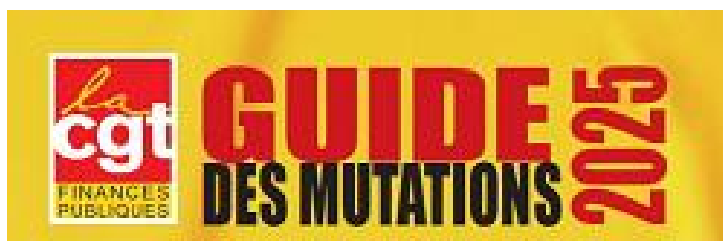
<https://www.cgtfinancespubliques.fr/public/vos-droits/carrieres-regles-de-gestion/mobilite/article/mutations-2025-guide-cgt-fip-et-instructions-dg>

La publication des prochains mouvements nationaux est prévue :

- le 9 avril 2025 pour les agents techniques,
- le 30 avril 2025 pour les contrôleurs,
- le 7 mai 2025 pour les agents administratifs titulaires,
- le 12 mai 2025 pour les agents administratifs stagiaires,
- pour les inspecteurs et inspecteurs stagiaires : dates à venir.

Ne restez pas isolé-e-s, et n'hésitez pas à demander conseil et soutien auprès de vos représentant-e-s de la CGT 67 dans le cadre du mouvement local de mutations.

Courriel : cgt.dr67@dgfip.finances.gouv.fr



**VOUS VOUS POSEZ DES QUESTIONS ?
LA CGT Y RÉPOND !**



WWW.FINANCESPUBLIQUES.CGT.FR

Case 4548 - 343 rue de Paris - 67034 Strasbourg Cedex - www.financespubliques.cgt.fr - 03 90 41 20 07 - 03 90 41 20 08
Suivez nous sur Facebook ou Instagram : <https://www.facebook.com/cgt.financespubliques> https://www.instagram.com/cgt_financespubliques ou cgt_fip67 @cgtfinancespubliques

JE ME SYNDIQUE à la CGT Finances Publiques

Nom : Prénom :

Grade : Indice :

Adresse administrative :

Bulletin à retourner au syndicat
par l'intermédiaire du correspondant
ou au secrétaire :

Gilles STREICHER

PCRP Strasbourg

10 RUE SIMONIS, 67100 STRASBOURG

Tél : 03 90 41 20 07 ou (0049) 176 7666 49 43

